



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le mercredi 18 avril 2007**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

<b>Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 2007</b>	<b>2</b>
Les Canadiens ont continué d'investir abondamment en titres étrangers en février. Ils en ont acheté pour 6,2 milliards de dollars, répartissant cette somme presque également entre des obligations, des actions et des instruments du marché monétaire. Pour leur part, les non-résidents ont acquis pour 4,8 milliards de dollars en titres canadiens, majoritairement des actions, renversant ainsi le désinvestissement enregistré en janvier.	
Étude : Mortalité évitable selon le revenu du quartier, 1971 à 1996	5
Arts de la scène, 2005	5
Location et location à bail de matériel automobile, 2005	6
Production de pétrole brut et de gaz naturel, février 2007	7
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, février 2007	7
Services de prospection, d'arpentage et de cartographie : correction, 2005	7

---

### Nouveaux produits

---



## Communiqués

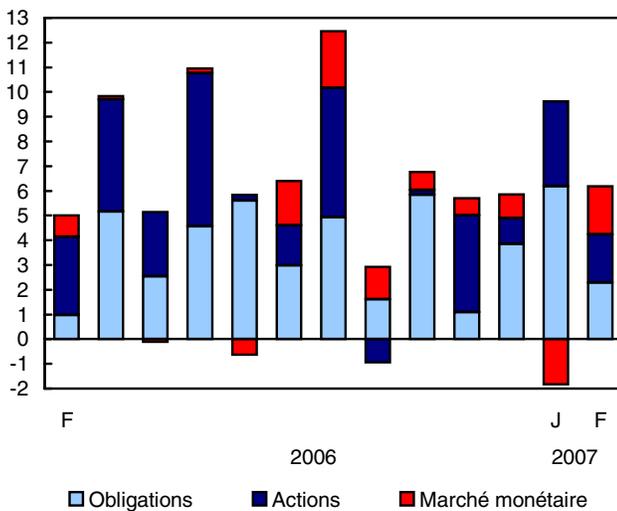
### Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Février 2007

Les Canadiens ont continué d'investir abondamment en titres étrangers en février. Ils en ont acheté pour 6,2 milliards de dollars, répartissant cette somme presque également entre des obligations, des actions et des instruments du marché monétaire. Pour leur part, les non-résidents ont acquis pour 4,8 milliards de dollars en titres canadiens, majoritairement des actions, renversant ainsi le désinvestissement enregistré en janvier.

#### Investissements canadiens de portefeuille en valeurs mobilières étrangères

En milliards de dollars      Signes renversés de la balance des paiements



#### Les investissements en obligations étrangères se portent sur les obligations feuille d'érable

En février, les Canadiens ont acheté pour 2,3 milliards de dollars en obligations étrangères, ce qui constitue un ralentissement par rapport aux achats record de 6,2 milliards de dollars effectués en janvier et de 43,6 milliards de dollars inscrits en 2006. L'investissement canadien en obligations feuille d'érable (les obligations étrangères libellées en dollars canadiens) n'a par ailleurs marqué aucun

#### Renseignements supplémentaires concernant les marchés financiers

En février, les **taux d'intérêt** canadiens à court terme ont augmenté de 2 points de base pour atteindre 4,19 %, et les taux américains correspondants se sont élevés de 5 centièmes pour se situer à 5,03 %, soit le taux le plus élevé depuis janvier 2001. Favorisant toujours l'investissement aux États-Unis, l'écart entre les deux pays s'est accru, passant de 0,81 % en janvier à 0,84 % en février.

Les taux d'intérêt à long terme canadiens et américains ont diminué au cours du mois. Les taux canadiens ont baissé de 14 points de base pour atteindre 4,03 %, et les taux américains, de 27 points pour se situer à 4,56 %. L'écart de taux entre les deux pays a donc rétréci pour se fixer à 0,53 %, favorisant l'investissement aux États-Unis.

Le **cours des actions** canadiennes est demeuré soutenu pendant le mois, alors que l'indice composé Standard and Poor's/Bourse de Toronto a terminé le mois à 13 045,5, en hausse de 0,1 % par rapport à sa valeur de clôture en janvier. Par ailleurs, le cours des actions américaines a fléchi pour une première fois en neuf mois, alors que l'indice composé Standard and Poor's a perdu 2,2 % pour terminer le mois à 1 406,8.

Après s'être déprécié cinq mois de suite par rapport au dollar américain, le **dollar canadien** a gagné 0,52 cent US en février pour clore le mois à 85,48 cents US.

#### Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions, en obligations et en instruments (ou effets) du marché monétaire tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins.

signe de ralentissement. À la suite des acquisitions de 4,6 milliards de dollars notées en janvier, les résidents en ont ajouté pour 4,8 milliards de dollars en février, dont environ 60 % (2,9 milliards de dollars) portaient sur des émissions d'outre-mer.

Les résidents ont réorienté leur investissement en obligations américaines, ayant vendu pour 3,4 milliards de dollars en obligations du gouvernement américain et ayant acheté pour 4,0 milliards de dollars en obligations de sociétés américaines.

#### Investissement quasi record en instruments du marché monétaire d'outre-mer

Les résidents se sont procuré pour 1,9 milliard de dollars en instruments du marché monétaire étranger

en février, alors qu'ils en avaient cédé pour 1,8 milliard de dollars le mois précédent. Ce renversement est principalement attribuable à l'investissement en instruments du marché monétaire d'outre-mer, lequel est passé de ventes de 1,5 milliard de dollars à des achats presque record de 2,0 milliards de dollars. De plus, les Canadiens ont investi 270 millions de dollars en bons du Trésor américain après deux mois consécutifs de faible activité. En février, les taux américains à court terme ont culminé à leur plus haut point en six ans; ils étaient plus favorables à l'investissement aux États-Unis qu'au Canada.

#### **Investissements soutenus en actions d'outre-mer**

Les acquisitions canadiennes d'actions étrangères sont demeurées soutenues à 1,9 milliard de dollars en février, après trois mois consécutifs d'achats importants s'élevant à 8,4 milliards de dollars. Les actions d'outre-mer ont constitué plus des trois quarts de l'investissement en actions étrangères en février pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, somme qui s'ajoute à un investissement de 1,8 milliard de dollars effectué en janvier. L'investissement canadien en actions américaines s'est contracté pour atteindre 445 millions de dollars en février, après deux mois consécutifs d'achats totalisant 2,8 milliards de dollars.

#### **Les non-résidents continuent à vendre des obligations canadiennes**

Après des ventes appréciables d'une valeur de 5,0 milliards de dollars au cours des deux derniers mois, les non-résidents se sont une fois de plus défaits d'une partie de leurs avoirs en obligations canadiennes en février pour une valeur de 468 millions de dollars.

Sur le plan sectoriel, le désinvestissement de février s'est concentré sur les obligations du gouvernement fédéral pour un montant de 1,2 milliard de dollars et était presque entièrement le résultat de remboursements. Par ailleurs, les non-résidents ont acquis pour 514 millions de dollars en obligations des administrations publiques provinciales, ces acquisitions étant dominées par des nouvelles émissions nettes qui ont atteint 1,1 milliard de dollars durant le mois.

Sur le plan des devises, les non-résidents ont encore réduit leurs avoirs en obligations canadiennes libellées en dollars canadiens. Le désinvestissement à ce chapitre s'est chiffré à 1,3 milliard de dollars, en raison principalement de remboursements d'obligations

du gouvernement fédéral. Les non-résidents ont par ailleurs acquis pour 870 millions de dollars en obligations canadiennes libellées en devises étrangères, dont 306 millions de dollars en obligations libellées en dollars américains et 564 millions de dollars en autres devises étrangères. En février, le dollar canadien a gagné plus d'un demi-cent US par rapport au dollar américain, après s'être déprécié au cours des cinq derniers mois.

#### **L'investissement étranger en actions canadiennes atteint un sommet en 10 mois**

En février, les non-résidents ont investi 5,1 milliards de dollars en actions canadiennes, ce qui constitue l'investissement le plus élevé depuis avril 2006 et représente près de la moitié de toutes les acquisitions de 2006. Le cours des actions canadiennes est demeuré soutenu en février, alors que le cours des actions américaines a fléchi pour une première fois en neuf mois, l'indice composé 500 du Standard and Poor's ayant perdu 2,2 %.

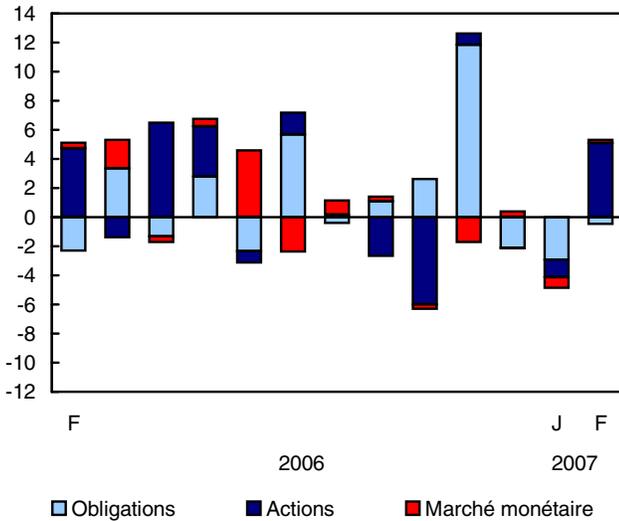
Plus de 90 % de l'investissement observé en février, soit 4,7 milliards de dollars, s'est porté sur les actions en circulation. Les actions les plus recherchées étaient celles du secteur de l'extraction pétrolière et gazière et du secteur minier. Sur le plan régional, les investisseurs américains s'en sont procuré à eux seuls pour 5,4 milliards de dollars, presque exclusivement sous forme d'actions en circulation. Par ailleurs, les placements de nouvelles émissions canadiennes ont été actifs au Royaume-Uni pour atteindre 274 millions de dollars.

#### **Les investisseurs étrangers achètent des effets d'entreprises fédérales canadiennes**

En février, les non-résidents ont acheté pour 230 millions de dollars en instruments du marché monétaire canadien contrairement à des ventes de 761 millions de dollars le mois précédent. Sur le plan sectoriel, l'investissement enregistré en février s'est entièrement porté sur les instruments émis par des entreprises fédérales pour se chiffrer à 707 millions de dollars, soit le plus haut niveau d'acquisitions observé depuis juillet 2006. Des ventes de 106 millions de dollars en bons du Trésor canadien et de 304 millions de dollars en instruments de sociétés ont partiellement contrebalancé ces acquisitions.

**Investissements étrangers de portefeuille en valeurs mobilières canadiennes**

En milliards de dollars



**Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029, 376-0042, 376-0058 et 376-0063.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1535.**

Le numéro de février 2007 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données de mars sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 16 mai.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 ([infobalance@statcan.ca](mailto:infobalance@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Boulay au 613-951-1872, Division de la balance des paiements.

**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières**

	Novembre 2006	Décembre 2006	Janvier 2007	Février 2007	Janvier à février 2006	Janvier à février 2007
en millions de dollars						
<b>Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes</b>	<b>10 880</b>	<b>-1 803</b>	<b>-4 901</b>	<b>4 835</b>	<b>6 294</b>	<b>-65</b>
Obligations (nettes)	11 825	-2 100	-2 910	-468	-3 178	-3 378
Émissions en circulation	4 921	- 307	-1 864	-676	2 293	-2 540
Nouvelles émissions	9 829	4 389	700	1 893	3 673	2 593
Remboursements	-3 324	-4 929	-2 362	-1 888	-9 725	-4 250
Changement aux intérêts à payer <sup>1</sup>	398	-1 254	616	203	582	819
Instruments du marché monétaire (nets)	-1 741	366	-761	230	34	-531
Gouvernement du Canada	-1 006	1 036	-880	-106	906	-986
Autres	-735	-670	119	336	-871	455
Actions (nettes)	797	-69	-1 230	5 074	9 438	3 844
Émissions en circulation	1 068	-644	-25	4 704	9 125	4 679
Autres transactions	-271	575	-1 205	370	313	-835
<b>Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères</b>	<b>-5 497</b>	<b>-5 421</b>	<b>-7 777</b>	<b>-6 179</b>	<b>-10 049</b>	<b>-13 955</b>
Obligations (nettes)	-1 089	-3 844	-6 191	-2 283	-5 451	-8 475
Actions (nettes)	-3 912	-1 039	-3 423	-1 948	-3 660	-5 371
Instruments du marché monétaire (nets)	-496	-538	1 837	-1 947	-938	-110

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

**Note:** Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

## Étude : Mortalité évitable selon le revenu du quartier 1971 à 1996

Les écarts entre les taux de mortalité dans les quartiers les plus riches et les plus pauvres des régions urbaines du Canada ont diminué sensiblement de 1971 à 1996. Toutefois, la réduction varie considérablement d'une cause de décès à l'autre, selon une nouvelle étude.

Publiée récemment dans la revue *Journal of Epidemiology and Community Health*, cette étude fondée sur des données de recensement et des données provenant de la Base canadienne de données sur la mortalité visait à examiner les écarts en ce qui a trait à la mortalité entre les quintiles de la population urbaine groupée selon le revenu du quartier. Elle a pour période de référence les 25 années qui ont suivi la création du régime universel de soins de santé au Canada.

L'étude révèle que la réduction des taux de décès attribuables à une cause traitable médicalement est le facteur qui a contribué le plus à l'amointrissement des différences de mortalité d'origine socioéconomique au cours de la période de 25 ans.

Durant ce temps, l'écart entre le quintile le plus riche et le quintile le plus pauvre de la population en ce qui concerne les taux d'années de vie perdues attribuables à des causes traitables médicalement a diminué de 60 % chez les hommes et de 78 % chez les femmes.

L'étude a été menée par des chercheurs de l'Université de Toronto, de Statistique Canada, de l'Institute for Clinical Evaluative Sciences et de l'Université d'Ottawa.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3233 et 3901.

L'étude intitulée «Avoidable mortality by neighbourhood income in Canada: 25 years after the establishment of universal health insurance» a été publiée dans la revue *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2007;61, p. 287-296. Un résumé de l'étude peut être consulté gratuitement en ligne (<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/entrez>), et ce, en anglais uniquement. Le texte complet de l'étude est également consultable en ligne en anglais uniquement (<http://jech.bmj.com/cgi/reprint/61/4/287>).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Russell Wilkins au 613-951-5305 ([russell.wilkins@statcan.ca](mailto:russell.wilkins@statcan.ca)), Groupe d'analyse et de mesure de la santé. ■

## Arts de la scène 2005

L'industrie des arts de la scène au Canada, incluant à la fois les compagnies à but lucratif et à but non lucratif, a de nouveau généré des revenus d'exploitation d'environ 1,2 milliard de dollars en 2005, en hausse de 2,2 % par rapport à l'année précédente.

Le total des revenus d'exploitation de l'industrie a été réparti presque également entre les deux secteurs, le secteur à but lucratif ayant représenté un peu plus, soit 52 %.

Les compagnies d'arts de la scène en Ontario et au Québec, ensemble, ont continué de produire plus des trois quarts des revenus de l'industrie. Cependant, la croissance des revenus a varié fortement partout au Canada, la plus forte progression ayant été enregistrée par les compagnies du Québec (+16 %), et la plus grande baisse, par les compagnies de l'Ontario (-10 %).

Les fluctuations d'une année à l'autre des fonds provenant du secteur public et du secteur privé, ainsi que la demande touristique, les préférences générales des consommateurs et la durée des représentations, peuvent avoir une influence sur la croissance générale des revenus.

Au sein de l'industrie des arts de la scène, la catégorie des compagnies de théâtre et celle des formations musicales (incluant les orchestres et les groupes rock, entre autres) ont enregistré chacune 28 % du total des revenus d'exploitation en 2005. Les 44 % qui restent se subdivisaient entre la catégorie théâtre musical, notamment l'opéra et les troupes de danse, ainsi que la catégorie «divers» qui comprend les spectacles de cirques et de patinage artistique.

Les théâtres ont constitué le segment le plus important au sein du secteur à but non lucratif, ayant généré 48 % des revenus. Par contre, ils ont représenté la plus petite des composantes du secteur à but lucratif, ayant été à l'origine de seulement 10 % du total des revenus.

Par ailleurs, le groupe le plus important du secteur à but lucratif inclut les groupes multidisciplinaires et les autres groupes d'arts de la scène, notamment les cirques et les troupes donnant des spectacles de variétés, de patinage artistique et de magie. Ces groupes ont généré 42 % du total des revenus.

Malgré une croissance globale des revenus d'exploitation dans l'ensemble de l'industrie, les dépenses d'exploitation ont progressé un peu plus rapidement, ce qui a donné lieu à une marge bénéficiaire d'exploitation de 4,3 %. Les compagnies à but lucratif dans toutes les disciplines ont généré dans l'ensemble une marge bénéficiaire de 8,6 % en 2005, soit un léger fléchissement par rapport à 9,9 % en 2004.

Par ailleurs, les compagnies à but non lucratif n'ont enregistré aucun bénéfice ou aucun déficit. Néanmoins, leur manque à gagner s'est généralement amélioré, passant d'une perte globale de 1,0 % en 2004 à une perte de 0,4 % en 2005.

Une part importante des dépenses des compagnies d'arts de la scène à but lucratif et à but non lucratif était liée aux salaires, aux traitements et aux avantages sociaux qu'elles ont versés à leurs employés. En 2005, ces paiements ont représenté près de 30 % des dépenses d'exploitation de l'industrie.

Les dépenses supplémentaires liées aux honoraires de sous-traitance versés aux artistes interprètes et créateurs ainsi qu'à d'autres employés ne sont pas incluses dans ces paiements. De plus, les bénévoles non rémunérés constituent une partie intégrante de la main-d'oeuvre des arts de la scène.

Les résultats de l'Enquête de 2005 sur les industries de services : arts de la scène sont maintenant offerts. Ces données portent sur les revenus d'exploitation, les dépenses d'exploitation, les salaires et traitements ainsi que sur la marge bénéficiaire d'exploitation de l'industrie.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 361-0009.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3108.**

On peut consulter gratuitement en ligne certaines données de l'Enquête de 2005 sur les industries de services : arts de la scène en format tableau dans les *Arts d'interprétation : tableaux de données* (87F0003XIF, gratuits), qui sont accessibles à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marie Lavallée-Farah au 613-951-1571 ([marie.lavallee-farah@statcan.ca](mailto:marie.lavallee-farah@statcan.ca)) ou avec Joan Farnworth au 613-951-6303 ([joan.farnworth@statcan.ca](mailto:joan.farnworth@statcan.ca)), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696.

**Statistiques financières choisies<sup>1</sup> pour les arts de la scène, selon l'industrie, les établissements à but lucratif et à but non lucratif, 2004-2005**

Industrie	Total des revenus d'exploitation		Salaires, traitements et avantages sociaux		Total des dépenses d'exploitation		Marge bénéficiaire d'exploitation	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
	en millions de dollars				%			
<b>Type d'établissement à but lucratif</b>								
Théâtre (à l'exclusion du théâtre musical)	58,1 <sup>f</sup>	64,0	8,3 <sup>f</sup>	12,7	51,6 <sup>f</sup>	55,1	11,1 <sup>f</sup>	14,0
Théâtre musical et opéra (incluant le café-théâtre)	156,0 <sup>f</sup>	103,1	21,7 <sup>f</sup>	19,9	140,2 <sup>f</sup>	98,3	10,2	4,7
Compagnies de danse	..	..	..	..	..	..	..	..
Formations musicales et musiciens	162,8	203,0	26,0	35,1	128,6	166,5	21,0	18,0
Autres compagnies d'arts de la scène (incluant le multidisciplinaire)	238,6 <sup>f</sup>	270,2	85,1 <sup>f</sup>	82,0	234,1 <sup>f</sup>	265,6	1,9 <sup>f</sup>	1,7
<b>Total</b>	<b>615,5</b>	<b>640,4</b>	<b>141,1</b>	<b>149,6</b>	<b>554,4</b>	<b>585,4</b>	<b>9,9</b>	<b>8,6</b>
<b>Type d'établissement à but non lucratif</b>								
Théâtre (à l'exclusion du théâtre musical)	282,3	282,5	94,5	101,0	284,8	282,3	-0,9	0,1
Théâtre musical et opéra (incluant le café-théâtre)	69,8	69,4	19,2	17,4	71,2	70,1	-1,9	-1,0
Compagnies de danse	81,2 <sup>f</sup>	80,2	25,0 <sup>f</sup>	26,5	81,6 <sup>f</sup>	80,3	-0,6 <sup>f</sup>	-0,2
Formations musicales et musiciens	135,6	140,2	41,3	44,7	137,2	142,2	-1,2	-1,5
Autres compagnies d'arts de la scène (incluant le multidisciplinaire)	14,4	12,0	3,7	3,9	14,6	11,8	-1,3	1,8
<b>Total</b>	<b>583,3</b>	<b>584,2</b>	<b>183,7</b>	<b>193,4</b>	<b>589,4</b>	<b>586,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>
<b>Total toutes les industries</b>	<b>1 198,8</b>	<b>1 224,6</b>	<b>324,8</b>	<b>343,0</b>	<b>1 143,8</b>	<b>1 172,1</b>	<b>4,6</b>	<b>4,3</b>

.. indisponible pour une période de référence précise

1. Les estimations pour l'année la plus récente sont provisoires. Ces données provisoires sont sujettes à révision. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre (s'il y a lieu). Les données estimées pour l'année 2004 ont été révisées.

**Location et location à bail de matériel automobile 2005**

Les revenus d'exploitation des entreprises classées dans le secteur de la location et de la location à bail

de matériel automobile se sont chiffrés à 4,7 milliards en 2005, en hausse de 4,1 % par rapport à 2004.

Par ailleurs, 62 % des revenus d'exploitation provenaient de la location et de la location à bail de voitures particulières, alors que le reste a été réalisé

par la location et la location à bail de camions, de remorques utilitaires et de véhicules récréatifs.

La clientèle du secteur de la location et de la location à bail de matériel automobile a été répartie presque également entre les commerces et les particuliers.

Les dépenses d'exploitation comprennent la dépréciation (31 %), suivie des coûts liés à la main-d'oeuvre (18 %) et des coûts des marchandises vendues (13 %). Les bénéficiaires sont demeurés importants; la marge bénéficiaire du secteur a été de 9 % en 2005, comparativement à 11 % en 2004.

Les résultats de l'Enquête annuelle de 2005 sur la location et la location à bail de matériel automobile (et les données révisées de 2003 et de 2004) sont maintenant offerts. Les données des années précédentes ont été révisées afin de mieux refléter la couverture de la population cible de ce secteur, en se basant sur les renseignements reçus au cours de l'année de référence courante.

Ces données portent sur les revenus, les dépenses, les salaires et traitements ainsi que sur la marge bénéficiaire. Les sociétés filiales de crédit des constructeurs d'automobiles et des concessionnaires de véhicules automobiles sont exclues de cette enquête.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 352-0008.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2442.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daphne Bennett au 613-951-3429 ([daphne.bennett@statcan.ca](mailto:daphne.bennett@statcan.ca)) ou avec Candace Brookbank au 613-951-5239 ([candace.brookbank@statcan.ca](mailto:candace.brookbank@statcan.ca)), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

## **Production de pétrole brut et de gaz naturel**

Février 2007 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les données provinciales de février sur la production de pétrole brut et de gaz naturel marchand.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2198.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec la Section de marketing et diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 ([energ@statcan.ca](mailto:energ@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## **Enquête mensuelle sur les grands détaillants**

Février 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de février de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0009.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.**

Il est possible de consulter un tableau de données dans le module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 ([detaillantsinfo@statcan.ca](mailto:detaillantsinfo@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au 613-951-3566, Division de la statistique du commerce. ■

## **Services de prospection, d'arpentage et de cartographie : correction**

2005

Nous désirons apporter quelques corrections dans le communiqué paru dans *Le Quotidien* du 16 avril 2007.

Le quatrième paragraphe aurait dû se lire comme suit :

Les entreprises dont l'activité principale est de fournir des services de prospection et de levés géophysiques ont vu leurs revenus d'exploitation passer de 1,0 milliard de dollars en 2004 à 1,2 milliard de dollars en 2005, en hausse de 16,9 %. Durant la même période, les entreprises dont l'activité principale est plutôt la prestation de services d'arpentage et de cartographie non géophysiques (mieux connu sous la désignation d'arpentage) ont affiché une hausse similaire de 14,8 % de leurs revenus d'exploitation pour atteindre 1,1 milliard de dollars.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 360-0006.**

**Définitions, sources de données et méthodes :  
numéro d'enquête 4715.**

les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-4133 ([nicole.charron@statcan.ca](mailto:nicole.charron@statcan.ca)), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts,

---

## Nouveaux produits

---

**Arts d'interprétation : tableaux de données, 2005**  
**Numéro au catalogue : 87F0003XIF**  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

